

# Analyse de l'investissement

## Investissement

en millions d'euros

	2003	2004	04/03 en %	2005	05/04 en %
<b>Emplois d'investissement (hors dette)</b>	<b>11 020</b>	<b>11 728</b>	<b>+6,4</b>	<b>12 129</b>	<b>+3,4</b>
Dépenses d'équipement	6 656	6 899	+3,6	7 299	+5,8
Subventions d'équipement versées	3 992	4 416	+10,6	4 522	+2,4
Autres dépenses	372	414	+11,3	308	-25,4
<b>Ressources d'investissement (hors emprunts)</b>	<b>2 867</b>	<b>2 803</b>	<b>-2,2</b>	<b>2 783</b>	<b>-0,7</b>
FCTVA	870	890	+2,3	880	-1,1
Autres dotations et subventions	1 364	1 325	-2,8	1 426	+7,6
Autres recettes (a)	634	589	-7,2	477	-19,0
Remboursements d'emprunts*	2 689	2 676	-0,5	2 885	+7,8
Emprunts*	3 149	3 484	+10,7	4 039	+15,9

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...

\* hors refinancements et opérations de gestion de la dette

**Les dépenses d'investissement progressent modérément en 2005 (+ 5,8% pour les dépenses d'équipement et + 2,4 % pour les subventions d'équipement).**

Les dépenses d'équipement s'élèvent à 7,3 milliards d'euros soit une hausse de 5,8% par rapport à l'année précédente. Ces dépenses sont essentiellement des dépenses de renouvellement; elles s'inscrivent également dans la dernière phase de mise en œuvre des contrats de plan Etat/Régions pour la période 2000/2006.

« La voirie constitue le premier poste de dépenses d'équipement des départements. En 2005, les dépenses de voirie s'élèvent à 3,1 milliards d'euros et reviennent ainsi à leur niveau de 2003. Les conseils généraux anticipent vraisemblablement déjà la charge future liée au transfert des routes nationales dans leur domaine de compétences. Quant aux dépenses pour les collègues, au titre de la construction et la rénovation des bâtiments scolaires, elles représentent 1,7 milliard d'euros.

Les subventions d'équipement versées progressent faiblement (+ 2,4%) par rapport à l'année 2004. Elles atteignent un montant de 4,5 milliards d'euros en 2005. Elles concernent principalement: des organismes publics (3,5 milliards d'euros) et dans une moindre mesure des organismes privés (672 millions d'euros). En termes de volume financier, les principales subventions publiques sont versées aux communes et aux structures intercommunales pour l'entretien des réseaux (2,5 milliards d'euros en 2005).

Cette hausse des subventions s'explique par la reprise de l'investissement communal (+ 7,7% pour les communes et + 24,7% pour les EPCI en 2005), ce qui induit mécaniquement une progression des subventions versées par les départements dans le cadre des financements croisés de projets.

Les remboursements d'emprunts sont en hausse significative par rapport à 2004 (+ 7,8%) pour un volume financier global de 2,9 milliards d'euros.

**La progression de l'autofinancement n'empêche pas un recours plus conséquent à l'emprunt pour l'année 2005.**

L'autofinancement représente 68,5% des dépenses d'investissement contre 65,4% en 2004.

Ainsi, il est à noter une légère amélioration concernant le taux de couverture des dépenses d'investissement par la CAF qui s'élève à 44,8% contre 42,6% en 2004.

Les ressources d'investissement stricto sensu ne couvrent que 22,9% des dépenses globales d'investissement alors qu'elles représentaient 23,9% en 2004.

Parmi ces ressources : le **Fonds de Compensation de la TVA** connaît une légère baisse (- 1,1%) alors que les dépenses d'équipement de l'année 2003 étaient en hausse. En effet, l'évolution du FCTVA est parallèle à l'évolution des dépenses d'équipement effectuées deux ans auparavant . Cette diminution contradictoire s'explique par le fait que certains départements n'ont pas, en 2005, émis de titres de recettes sur cette imputation.

La **dotation globale d'équipement (DGE)** enregistre une forte hausse en 2005 (+ 7,5%) pour un montant total de 312 millions d'euros. Cette augmentation est la résultante d'une progression sensible de la première part de la DGE (+ 19 millions d'euros).

La **dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)** stagne en 2005 avec un montant équivalent à celui de l'année précédente soit 290 millions d'euros.

Les **subventions et participations** d'équipement reçues enregistrent une hausse de 1,4 milliard d'euros soit + 7,6% ; parmi celles-ci, les subventions régionales se montent à 202 millions d'euros en progression de (+ 8,6%) par rapport à 2004 tandis que celles liées aux fonds européens stagnent autour de 115 millions d'euros contre 113 millions l'année précédente.

Enfin, une fois pris en compte l'autofinancement et les ressources d'investissement, l'équilibre s'obtient grâce aux **emprunts et dettes assimilées**, qui continuent de progresser en 2005 (+ 15,9%). Cette hausse des emprunts se cumule avec la nette progression de l'autofinancement. Les départements ont ainsi mobilisé 4 milliards d'euros d'emprunts nouveaux en 2005.

<b>Produits</b>	<b>47 604</b>	<b>Charges</b>	<b>39 291</b>
Impôts directs	16 906	Achats, charges externes	4 906
Impôts indirects	13 922	Personnel	6 555
Concours de l'Etat	12 413	Subventions et contingents	26 540
Subventions et participations	2 172	Charges financières	629
Autres produits	2 191	Autres charges	661
		<b>Autofinancement</b>	<b>8 313</b>
		<b>Autofinancement</b>	<b>8 313</b>
		<b>Emplois hors dettes</b>	<b>12 129</b>
		<b>Ressources hors emprunts</b>	<b>2 783</b>
		<b>Endettement</b>	<b>1 154</b>
		<b>Augmentation du fonds de roulement</b>	<b>121</b>